

Le plus remarquable dans cette guerre, c'est ce qui l'a précédée. La communauté internationale ne s'est pas lancée aveuglément dans le conflit. Les nations prises individuellement n'ont pas réagi unilatéralement et par la force. Devant l'agression, la communauté internationale a manifesté sa volonté commune par la diplomatie - par le biais de 12 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU adoptées pour la plupart à l'unanimité - et par une pause explicite pour la paix qui a donné à Saddam Hussein toutes les chances de faire marche arrière.

Les choses auraient pu se passer autrement. Ce fut souvent le cas par le passé. Nous sommes habitués à voir l'agression ignorée ou combattue aveuglément. Mais cela ne s'est pas produit dans ce cas-ci. Les pays n'ont pas fait la sourde oreille, et ils ne se sont pas précipités sur leurs armes. Après le 2 août, nous avons plutôt vu une extraordinaire période d'efforts diplomatiques persistants et insistants; nous avons vu les efforts diplomatiques les plus vastes et les plus intenses de l'histoire moderne; nous avons été les témoins d'une période où des pays représentant tous les continents, toutes les confessions et toutes les idéologies ont tenté de contrer pacifiquement l'agression.

Le Canada a fièrement contribué à cet effort. Nous avons coparrainé 10 des 12 résolutions du Conseil de sécurité. Nous avons travaillé sans relâche pour nous assurer que toute mesure prise par la communauté internationale le serait sous l'égide de l'ONU. Saddam Hussein avait défié l'ordre international. Nous voulions que ce défi soit relevé par des mesures autorisées par l'Organisation des Nations Unies - la seule organisation universelle que nous ayons pour soutenir cet ordre.

Cet effort a réussi. Mais il aurait pu échouer. Au début du conflit, certains pressaient le président Bush de lancer unilatéralement une attaque de haute précision pour contrer l'agression de Saddam. Le Premier ministre, lorsqu'il a rencontré le Président à Kennebunkport, lui a dit que cela représentait une option qui n'était ni sage, ni acceptable. Les États-Unis n'ont pas lancé cette attaque. Les États-Unis se sont tournés vers les Nations Unies.

Plus tard, à l'ONU, il a été mentionné qu'il n'était pas nécessaire d'obtenir l'autorisation de l'Organisation pour recourir à la force. Encore une fois, notre ambassadeur auprès des Nations Unies a fermement soutenu que toute action devait être autorisée par l'ONU -- non parce que nous voyions l'ONU comme une fin en soi mais plutôt parce que nous considérons l'ONU et sa Charte comme le moyen d'atteindre la fin que nous recherchons, soit le respect de l'ordre international et le maintien du droit international.